

CRISE AU SEIN DE L'ANR

Ça se complique

Au sein de l'ANR, le conflit qui couve ces dernières semaines est loin de s'estomper, tant les deux camps nous abreuvent de déclarations dont la contradiction et l'opposition voilent mal, très mal même, un bras de fer d'ordre éminemment générationnel et idéologique.

Dernier épisode en date, la controverse autour de la commission de discipline du parti dont les uns disent qu'elle a siégé il y a 10 jours pour auditionner les membres du bureau national, dont l'activité a été gelée, et ces derniers qui soutiennent le contraire.

En effet, le secrétaire général de l'ANR confirme que ladite entité disciplinaire s'est réunie le 13 du mois en cours et a d'ailleurs, comme il le soutiendra, sollicité de lui, juste le lendemain, un complément d'information au sujet de certains griefs retenus contre Rachid Chenaf et ses camarades. Et Sahli se voudra plus explicite en faisant référence aux accusations et insultes que les secrétaires nationaux momentanément suspendus lui auraient adressées lors de la toute dernière réunion du bureau national du parti auquel, dira-t-il, «je devrais présenter des preuves matérielles».

Exactement tout le contraire de ce qu'avance Rachid Chenaf, l'ex-secrétaire national à l'organique, un des sept concernés par cette audience qui soutient mordicus que la commission de discipline n'a pas siégé et qu'il était avec un autre camarade, les seuls à s'y présenter. Et de soutenir d'avoir discuté amicalement avec Abdelbaki Mérouani, le président de cette instance, qui «m'a assuré, dira-t-il, de ne s'en remettre qu'à sa conscience dans le traitement de cette affaire». Et puis, ajoutera encore notre interlocuteur, la commission de discipline a été «décapitée» avec la démission de trois de ses sept membres. Ce que Sahli réfute, qui dira n'avoir pas encore reçu pareils documents pour le moment.

Aussi, Ahmed Seddiki de Tiaret qui fait partie des sept «mousquetaires», affirme, pour sa part, n'avoir reçu la décision du gel de son activité au bureau national de l'ANR que ce mardi, le cachet de la poste faisant foi. Et d'ajouter n'avoir pas eu vent de la réunion de la commission de discipline du parti, et ce, pour n'y avoir pas été convié. Manière de «démentir» la version du SG quant à la tenue ou pas de cette «audience». Ce que, par ailleurs, nous n'avons pu confirmer, le président de cette instance disciplinaire étant parfois injoignable et parfois ne jugeant pas utile de répondre à nos incessants appels. Ce qui rajoute à la confusion qui ne fait que creuser davantage le fossé entre les deux camps.

Sahli revient sur son accusation contre Chenaf

Par ailleurs, le SG de l'ANR reviendra sur son accusation de Rachid Chenaf d'avoir monnayé des candidatures au nom du parti lors des législatives du 10 mai dernier, tenant à préciser avoir diligenté une commission d'enquête à l'effet de tirer au clair cette affaire. «Cette commission, qui a eu à entendre les têtes de liste du parti au niveau des 37 wilayas où nous nous sommes présentés, présentera ses conclusions au bureau national puis au conseil national du parti en septembre prochain», soutiendra Sahli qui dira ne pas voir d'inconvénients à la convocation par Chenaf et ses camarades d'une session extraordinaire de l'instance consultative du parti «pour peu qu'ils récoltent les signatures des deux tiers de ses membres».

Et c'est à ce niveau que le conflit risque de se corser puisque au moment où Chenaf parle de 124 membres du conseil national du parti, Sahli évoquera le nombre de 251. Un «paramètre» arithmétique de taille qui compliquera davantage l'équation à plusieurs paramètres qui voilent mal la seule inconnue : l'enjeu du conflit d'ordre éminemment idéologique et générationnel. Ce que Chenaf et ses camarades avouent et assument ouvertement et que Sahli s'évertue à réfuter en parlant d'une légitimité historique dont se prévaudraient les contestataires. Ces derniers, comme «soucieux» de ne pas perdre le potentiel idéologique qu'ont légué les Rédha Malek, Mustapha Lacheref et consorts, ne comptent pas se laisser faire. «Le cas échéant, nous solliciterons le tribunal administratif de Bir Mourad Raïs», dira M. Seddiki qui dit regretter que des militants traînant en grande majorité de longues années de militantisme soient sacrifiés sur l'autel d'une prétendue stratégie de régénération des rangs du parti.

Aussi, Chenaf fera part d'une réunion prévue à Oran vers la fin du mois en cours à l'effet, dira-t-il, d'élaborer «une feuille de route». Celle-ci comprendrait, entre autres actions envisagées «la saisine de la justice en vue d'invalidier les décisions émanant du dernier conseil national tenu les 15 et 16 juin à Sétif», nous apprendra notre interlocuteur qui dira solliciter, pour ce faire, et, tout prochainement, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

M. Kebci

LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Les propositions de l'UGTA

Le mémorandum signé conjointement entre l'UGTA et le CNES et adressé il y a près d'un mois au premier magistrat du pays a été mis en pratique à travers une expérience lancée le mois de Ramadan dernier. Il s'agit d'une mini-foire organisée au siège de la Centrale syndicale, à l'initiative de la Fédération agroalimentaire UGTA et le soutien du CNES.

Abder Bettache (Alger – Le Soir) - En effet, un tableau comparatif des prix des produits de consommation du mois de Ramadan a fait ressortir un écart important entre les prix des produits vendus au niveau du siège de l'UGTA et ceux pratiqués au niveau des marchés.

Le document en notre possession fait ressortir des écarts variant entre 100 DA à 200 DA, notamment pour les produits de large consommation comme les viandes rouges et viandes blanches.

Les écarts des produits laitiers ou encore les pâtes alimentaires et autres semoules font ressortir pour leur part des différences tarifaires allant jusqu'à 150 DA, particulièrement pour les sacs de semoule de 10kg et 25 kg. Ce dernier est vendu à 1 180 DA dans les différents marchés, alors qu'au niveau de la mini-foire, les prix étaient affichés à 975 DA, soit une différence de plus de 200 DA.

La même approche est faite concernant les huiles et les légumes secs (pois chiches secs, haricots secs, riz, lentilles). Pour rappel, l'UGTA avait élaboré une série de propositions visant à «consolider et améliorer» le pouvoir d'achat des citoyens algériens.

Cela dit, il est important de noter que la centrale syndicale avait formulé une

série de propositions de «prise en charge durable et rapide» de la problématique du pouvoir d'achat et son influence sur le bien-être individuel et collectif, à même de «permettre une offre stable et accessible pour les ménages à revenu modeste».

«La maîtrise des prix des produits alimentaires de large consommation est loin d'être un acquis, ce qui induit la caducité de certains efforts de l'Etat tendant à l'amélioration des conditions sociales», a estimé l'UGTA. Ainsi, sept propositions ont été élaborées à cet effet, portant en premier lieu sur «l'ouverture et l'organisation des marchés de gros des fruits et légumes».

Cette première proposition vise à «densifier» le réseau de distribution en multipliant, notamment, les marchés de gros en vue d'«atomiser les marchés, évitant ainsi de créer un déséquilibre et l'existence de goulots d'étranglement».

Pour arriver à une meilleure organisation du marché des fruits et légumes, la «réactivation de l'Ofla», à titre d'exemple, est jugée comme un dispositif susceptible de «permettre de juguler les prix autour d'un niveau socialement acceptable et économiquement viable», a ajouté l'UGTA.

La seconde proposition concerne la «réactivation de l'Office national d'impor-



Abdelmadjid Sidi-Said, secrétaire général de l'UGTA.

tation et d'exportation» des produits d'alimentation. Cet office, initialement appelé Onaco, distributeur public de ces produits, est destiné à réguler les prix et les marges de bénéfices des produits d'importation tels que les légumes secs, le café, le thé ou le sucre.

Parmi les propositions faites par l'UGTA figure aussi l'«ouverture et l'organisation de la filière viandes», car celle-ci est actuellement «désorganisée, ce qui engendre une forte spéculation sur les prix», souligne-t-elle.

D'ailleurs, lors de la mini-foire du mois de Ramadan dernier, les prix pratiqués dans la filière viandes ont illustré parfaitement cet état de fait.

Ainsi, la création d'un office de régulation et de commercialisation de viandes «aurait un impact direct sur les prix à la consommation d'un côté, et d'un autre côté, elle encouragerait la production nationale qui trouverait une régularité des débouchés des produits d'élevage et

dérivés pour permettre également d'alimenter la filière production lait et dérivés». Dans le même objectif, l'UGTA propose également la «réouverture et la réhabilitation des grandes surfaces en partenariat avec le secteur privé national».

La «relance des coopératives de consommation et le réexamen du crédit à la consommation» sont également proposés.

La relance de ce dispositif faisant partie de l'économie sociale, et dont l'expérience a fait ses preuves par le passé, aurait un effet bénéfique sur la stabilisation des prix des produits de large consommation et la production nationale, selon l'UGTA.

Pour cette dernière, les pouvoirs publics sont toujours confrontés à la réalité économique qui fait que «l'inflation et la spéculation guettent et amoindrissent l'effet des salaires sur le pouvoir d'achat, rendant presque caduques les différentes augmentations sur le bien-être des populations».

A. B.

MARCHÉ APRÈS L'AÏD

Peu de marchandises et prix élevés

Contrastant avec la foule du mois de Ramadan, hier les marchés de la capitale étaient quasiment vides. Peu de vendeurs, peu de clients et peu de marchandises.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – Les grandes portes du marché T'nache de Belouizdad à Alger sont à peine entre-ouvertes. A l'intérieur, les étroites allées sont presque désertes et les étals vides. Seuls quelques marchands ont ouvert hier mardi. Sur leurs étals, quelques légumes asséchés. Certainement, des résidus de l'approvisionnement d'avant l'Aïd. Les prix eux, ne diffèrent pas de ceux de la veille de la fête de l'Aïd. La tomate est proposée à 60 DA, la laitue cédée entre 100 et 160 DA et la courgette est vendue à 100 DA. Des prix que les vendeurs de légumes justifient par le manque de marchandises dans les marchés de gros. «Les légumes manquent dans les marchés de gros car la main-d'œuvre agricole diminue en ces jours de fête. Ces travailleurs, sont

partis passer l'Aïd chez eux», explique Mustapha, marchand de légumes depuis plusieurs années.

Même les vendeurs de légumes du marché T'nache ne font pas exception à la règle. «Ils sont pour la plupart des gens de l'intérieur et sont rentrés chez eux pour la fête de l'Aïd. Il faut compter d'ici une semaine avant que le marché ne reprenne son activité normale», dira Mustapha. Outre quelques vendeurs de poulet, de viande congelée et d'olives, seuls quatre marchands «algérois» exposent des légumes sur leurs étals. Les autres ont apparemment préféré ne pas «s'y aventurer». «L'oignon et l'aubergine ont atteint 60 DA et la pomme de terre est à 50 DA. Demain, les prix vont certainement baisser et ceux qui se sont approvisionnés seront obligés d'écouler leurs marchandises avec pertes», explique-t-il encore. Omar fait partie de ceux qui ont «osé» s'approvisionner en légumes hier mardi. Malgré les prix affichés, ses tomates, ses aubergines, ses oignons et sa pomme de terre à 60 DA, ses piments à 120 DA

et sa laitue à 160 DA se sont envolés. A peine 11 heures que son étal est déjà presque vide. «Au marché de gros des Eucalyptus, la carotte a atteint 100 DA. Pourtant, les marchandises sont disponibles !», dit-il. Et d'ajouter : «Dans ce marché, nous sommes quatre marchands à avoir fait les emplettes aujourd'hui, question de ne pas laisser les clients sans légumes.»

Pour ce marchand, les prix des légumes ne vont baisser qu'à partir de dimanche prochain. «La semaine prochaine, tous les travailleurs notamment les fellahs vont regagner leur poste de travail», précise-t-il.

Toutefois, il ne manque pas de souligner le problème des marchandises non triées. «Nous enregistrons beaucoup de pertes à cause des marchandises qui ne sont pas triées. Dans un cageot, trois choix de légumes sont mélangés ainsi qu'une grande quantité de déchets.» Il est convaincu que le tri des légumes selon leur qualité permettra de réduire et de stabiliser les prix.

R. N.